

L'Express du 24/05/2004

**Maroc**

## Le Rif sort de l'ombre

de notre envoyée spéciale Dominique Lagarde, avec Mohammed el-Bakkali

**Le tremblement de terre de février dernier a mis sous les feux de l'actualité une région longtemps rebelle, livrée à elle-même, à la contrebande et à la culture du cannabis. Pourtant, la mal-aimée du royaume ne semble plus condamnée à la marginalité**

Un douar dans la montagne, au bout d'un étroit chemin muletier: là, dans la province d'Al-Hoceima, quand la terre a tremblé, le 24 février dernier, les maisons, faites de pierres et de torchis, se sont pratiquement toutes écroulées. Aït Daoud comptait une centaine d'habitants. 58 ont été tués par le séisme. Aujourd'hui, les survivants sont revenus. Le jour, hommes et femmes sont aux champs. La nuit, ils dorment sous la tente, à côté de leur maison en ruine. Ils ne savent pas quand ils pourront reconstruire, ni comment. Et c'est la même chose dans toute la région. A Imzouren et à Aït Kamra, les deux villes les plus touchées, à une vingtaine de kilomètres d'Al-Hoceima, les sinistrés ont, pour la plupart, quitté les grands camps de toile où ils avaient été regroupés. Mais ils continuent de dormir sous la tente, le plus souvent au pied de leur immeuble. Parfois parce que le bâtiment dans lequel ils vivaient est devenu dangereux. Et parfois, aussi, par crainte de nouvelles répliques. Tous attendent le relogement que leur a promis le roi à la mi-mars, avant de quitter Al-Hoceima, où il est passé une dizaine de jours après le séisme. «On attend les chantiers, dit le maire de cette ville du bord de mer, Mohammed Boudra. C'est important, psychologiquement. Il faut que la reconstruction commence pour que les gens retrouvent confiance.» Il espère aussi que le tremblement de terre, qui a mis en évidence l'isolement de la province et le mauvais état des infrastructures, permettra d'accélérer certains projets. Et de «rendre justice à cette région».

### Reportage photo



Cliquez sur l'image pour voir le reportage photo de Thierry Dudoit

Le Rif est un pays rude, une montagne sauvage et accidentée, coupée de vallées encaissées et d'oueds aux eaux torrentueuses. Ce Maroc-là était autrefois le pays de la *siba* - de l'insoumission. Les tribus y refusaient de faire allégeance au sultan et de payer l'impôt. La région a aussi la particularité de n'avoir jamais été administrée par la France: à la veille de la Première Guerre mondiale, le nord du royaume chérifien est en effet placé sous protectorat espagnol et le restera jusqu'à l'indépendance, en 1956. Mais l'intégration va s'avérer difficile. Les autorités de Rabat ont hérité de la France une culture jacobine qui passe mal. Surtout, les élites hispanisantes du

Rif sont écartées des postes clefs que se partagent, pour l'essentiel, les notables de l'Istiqlal, le parti de l'indépendance, dominé par la bourgeoisie de Fès. De nouveau, la province rétive entre en rébellion. En 1957, d'abord. Puis au tout début de 1959. C'est le futur Hassan II, alors prince héritier et chef des Forces armées royales, qui va se charger de mater l'insurrection. Le 16 janvier 1959, après dix jours de combats d'une extrême violence et quelque 8 000 morts, il entre dans la ville d'Al-Hoceima, flanqué du général Mohammed Oufkir. En quarante ans de règne, il ne reviendra jamais dans le Rif.

Et, pendant quarante ans, les Rifains vont, eux, avoir le sentiment d'être les laissés-pour-compte du royaume. «Nous sommes le pays boudé», dit un intellectuel de Chefchaouen, ancienne Chaouen. «Ici, c'est le Maroc inutile», renchérit un jeune médecin de Tétouan.

«C'est une région qui a été délaissée pendant très longtemps. Très peu a été fait à l'époque du protectorat espagnol, guère plus pendant les années qui ont suivi l'indépendance. Et la population se sent mal aimée», explique le sociologue Mokhtar el-Harras. Beaucoup de Rifains sont convaincus que, s'il en a été ainsi, c'est parce que

Hassan II a voulu les «punir». «Le Rif a subi une politique d'exclusion et de discrimination qui l'a confiné dans une situation d'enclavement, d'exil et de sous-développement», accuse Mimoun Charqi, un universitaire rifain auteur d'une récente biographie de Mohammed Abdelkrim el-Khattabi, le héros de la guerre du Rif.

### «L'épopée d'Abdelkrim est un catalyseur identitaire»

Dans le Rif oriental et berbère, les événements de 1959 sont encore dans toutes les mémoires. Le 22 février dernier, deux jours avant le séisme, le journal *Al-Yassar al-Mouwahad* (Gauche unie) organisait à Al-Hoceima une Journée Equité et réconciliation dont le communiqué final, après l'audition de plusieurs victimes de la répression exercée à l'époque, demandait à la fois plus de routes pour la région et les «excuses» de l'Etat marocain. Toujours dans cette ville, un collectif d'associations et de syndicats vient de se constituer pour accueillir, les 2 et 3 juin prochain, une délégation du Forum Vérité et justice, une organisation nationale qui milite pour que toute la lumière soit faite sur les années de plomb. Au menu, là encore, la «réconciliation» entre le pouvoir central et le Rif. «Toute la région a souffert», souligne M'hammed Lachkar, chirurgien et président d'Asasha, l'une des principales associations locales d'aide au développement.

Najib, lui, veut «lutter contre la marginalisation du Rif en réhabilitant la culture amazigh». Ce jeune menuisier a créé, il y a quelques années, un groupe de musique berbère. Ses chansons exaltent l'identité rifaine. Les plus récentes stigmatisent aussi l'incurie des autorités locales lors du séisme de février: l'aide qui s'entasse sur le tarmac de l'aéroport et les sinistrés qui ne voient rien venir... Najib regrette qu'à l'école on lui en ait plus appris sur Allal al-Fassi, le fondateur du parti de l'Istiqlal, que sur l'émir Abdelkrim el-Khattabi, qu'il considère comme «le grand-père de tous les Rifains». Le héros du Rif, dont Ho Chi Minh dira qu'il fut le précurseur de la guérilla moderne, avait réussi à se rallier la quasi-totalité des tribus de la région, puis à repousser jusqu'à la mer les troupes espagnoles, avant de proclamer, en 1923, une éphémère république. Il faudra l'intervention de l'armée française, commandée par Pétain - Paris décide alors de voler au secours de Madrid - et pas moins de 32 divisions pour qu'il s'incline, finalement, en 1926.

Dans le Rif, comme ailleurs au Maroc, l'ouverture du régime à partir de la fin des années 1990 a permis une prise de parole sur des sujets longtemps tabous, notamment ceux qui touchent à l'Histoire et à l'identité. «L'épopée d'Abdelkrim est un catalyseur identitaire», affirme Rachid Raha. Ce militant du mouvement culturel berbère est aussi l'un des animateurs, à Rabat, du *Monde amazigh*, une revue mensuelle née il y a trois ans, qui consacre une large place à l'histoire du Rif. Sur place, plusieurs publications ont également vu le jour tandis que les associations culturelles fleurissent. Les Rifains n'hésitent plus à fêter les grandes dates de leur histoire, à commencer par l'anniversaire de la bataille d'Anoual (21 juillet 1921). Un premier colloque a été organisé en février à Nador, un second, consacré à l'exil égyptien de l'émir, devrait se tenir en juillet à Al-Hoceima. Une association a été créée par le fils d'Abdelkrim, Saïd ben Mohammed ben Abdelkrim, une autre par son neveu Omar el-Khattabi. Cette dernière n'a pas encore reçu l'agrément des autorités, ce qui ne l'empêche pas de diffuser posters, badges ou tee-shirts à l'effigie de l'émir. «Il faut réhabiliter notre histoire», affirme son porte-parole, Hussein Mourabit, un élu d'une commune rurale toute proche d'Adjir, le village natal d'Abdelkrim. Il souhaite qu'un jour l'ancien quartier général de l'émir - une bâtisse construite à l'origine par l'administration coloniale espagnole - puisse devenir un musée. C'est aujourd'hui une demeure en ruine, au milieu des oliviers.

Si le Rif occidental défend aussi sa différence, son identité est autre, marquée surtout par la relation de la région avec l'Espagne. Sa population d'origine - les Jebala - a été la première de l'histoire du Maroc à avoir été arabisée. Elle a une longue tradition de confrontation avec l'Espagne, du «jihad maritime» - la piraterie - du XVe siècle à la guerre de Tétouan, qui opposa les Arabes aux Espagnols de Ceuta en 1859-1860. Les Jebala sont restés, majoritairement, des ruraux. La population urbaine de la province - donc ses élites - est en grande partie andalouse. Trésors architecturaux, les médinas de Tétouan et de Chefchaouen ont été construites par des musulmans et des juifs d'Espagne fuyant Grenade et les persécutions à partir du XVe siècle. Longtemps, la ville de Chefchaouen sera interdite aux chrétiens. Le premier à s'y introduire aurait été au XIXe siècle, le père Charles de Foucault, déguisé en... rabbin.

### «Les plantations de Kif fourniraient plus de la moitié de leurs revenus à quelque 800 000 personnes»

Tétouan, l'ancienne capitale du protectorat espagnol, garde une certaine nostalgie de cette époque et de sa splendeur passée. «Il y avait des industries, des commerces. Tétouan était en fait la deuxième ville du Maroc, derrière Casablanca, pour son importance économique. Après l'indépendance, le déclin a été total. Aujourd'hui, c'est

une agglomération qui ne vit plus que de la contrebande et de la drogue», déplore M'hammed Benaboud, historien et vice-président de l'association Tétouan Asmir.

C'est en fait tout le Rif, si longtemps livré à lui-même, qui vit de la contrebande et de la drogue. Ils seraient chaque jour 30 000 à franchir la frontière pour se rendre à Ceuta, et 50 000 à Melilla. Tous ou presque sont de petits passeurs qui vont s'approvisionner dans les zones franches des deux enclaves espagnoles en produits qui iront ensuite fournir les souks de la région, voire de certaines grandes villes marocaines. Electroménager, vêtements, produits de toilette, plaques de chocolat ou couches-culottes, alcools ou cigarettes: la liste est sans fin. Impuissantes à enrayer le phénomène, les autorités espèrent qu'il s'éteindra de lui-même, à partir de 2010, lorsque entrera en vigueur l'accord de libre-échange entre le Maroc et l'Union européenne. Les produits achetés à Ceuta ou à Melilla devraient alors cesser d'être compétitifs. Quant au cannabis, cela fait plusieurs siècles qu'il est cultivé dans le Rif. Les premières plantations seraient apparues au VIIe siècle, dans le sillage de la conquête arabe, dans la région d'Al-Hoceima. Vers 1890, le sultan Hassan Ier confirme l'autorisation de cultiver le kif dans cinq hameaux appartenant aux tribus des Ketama et des Beni Khaled. Mais, entre 1993 et 2003, les plantations ont triplé de superficie. Au point que le Maroc est aujourd'hui, grâce au Rif, le premier producteur mondial. Selon une enquête réalisée l'an dernier par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc), en partenariat avec les autorités marocaines, les surfaces cultivées s'étendraient sur plus de 130 000 hectares, soit le quart environ de la surface agricole utile. Elles fourniraient plus de la moitié de leurs revenus à quelque 800 000 personnes. Il faut dire que la rentabilité du cannabis est sans commune mesure avec celle des autres cultures: il rapporte de 2 à 8 fois plus que le figuier, de 4 à 17 fois plus que la vigne ou l'olivier, de 12 à 46 fois plus que les céréales. Pourtant, les paysans rifains n'empochent qu'une petite partie de l'argent du kif: 200 millions d'euros, soit 1,57% du PIB marocain, sur un revenu total estimé à près de 10 milliards d'euros. Le reste vient grossir les plus-values des réseaux de trafiquants, en Europe notamment.

«L'argent, ce sont les commerçants qui le gagnent, bien plus que nous, les fellahs.» Hocine possède une exploitation d'une cinquantaine d'hectares à Ketama. «Ici, dit-il, on cultive le cannabis depuis toujours, de père en fils.» Les 500 kilos qu'il récolte lui permettent de produire environ 50 kilos de résine. Comme la plupart des paysans de la région, il assure lui-même la transformation. Après nous avoir servi un thé à la menthe brûlant, il répète pour nous les gestes qui vont permettre d'«extraire» le pollen qui sera ensuite pressé en plaquettes: égrener l'herbe sèche, puis tamiser, en frottant doucement sur une toile tendue au-dessus d'un récipient. Plus la toile est fine, meilleure sera la qualité. Hocine n'a pas de machine à presser. Il apporte sa production dans un «atelier» spécialisé à quelques kilomètres de sa ferme. Deux jeunes hommes y actionnent une presse artisanale bricolée avec un cric de voiture. Qui l'achète? «Des Rifains de Tanger», dit Hocine. «Ils s'entendent avec un producteur, qui se charge de ramasser chez les autres.» Seuls les trafiquants ont en effet les moyens d'«acheter la route»... Il y a quelque temps, une délégation est venue à Ketama «avec des gens de l'ONU». Les paysans se sont vu conseiller de faire plutôt du pommier ou de l'olivier. «Mais, ici, il n'y a que le kif qui pousse.» Le père, lui, se souvient qu'une année, avant l'indépendance, les Espagnols avaient brûlé les récoltes. Il regarde par la fenêtre, en direction des champs et de la pluie qui n'a pas cessé de tomber depuis le début de la journée. «Cette année, soupire-t-il, le kif est en retard. Il nous faudrait du soleil.»

«On ne réglera pas le problème par la répression»: les autorités marocaines, qui savent que la culture du cannabis assure la survie d'une frange importante de la population, s'efforcent, pour l'heure, de pratiquer ce qu'elles appellent une «politique de *containment*». Il s'agit surtout de faire en sorte que les surfaces cultivées ne s'étendent pas davantage. Car le cannabis est aujourd'hui le principal facteur de déforestation dans le Nord marocain. Les paysans défrichent la forêt pour bénéficier d'un sol riche en humus... et en endroits discrets. Dans les environs de Chefchaouen, notamment autour du lac de Talombot, on peut voir, à flanc de montagne, des trouées brunes dans la forêt: autant de parcelles fraîchement labourées et plantées. «On ne pourra pas remplacer le cannabis du jour au lendemain. Mais il faut sensibiliser les gens aux problèmes que pose la déforestation, les inciter, progressivement, à produire aussi autre chose.» animateur de l'association Talassentane pour l'environnement et le développement, Ahmed Achernan reconnaît qu'il s'agit là d'une gageure, vu que le haschisch permet aux paysans de la région d'avoir un revenu moyen de 50 000 dirhams (5 000 euros) par an, soit le double de ce que gagne au Maroc un petit fonctionnaire! Son association a mis sur pied plusieurs projets alternatifs: distribution de ruches pour le développement de l'apiculture, élevage de lapins ou de chèvres. Chefchaouen dispose d'une fromagerie qui traite le lait de chèvre et dont les capacités de production pourraient doubler. Reste le tourisme rural, qui est le grand espoir de ceux qui voudraient sortir de l'économie du cannabis. La région, splendide, offre de nombreuses possibilités de randonnée. Elle est, depuis peu, considérée comme une «zone pilote» par le ministère du Tourisme. Mais elle n'est pas très facile d'accès, et l'on retrouve, là, le problème des infrastructures et

de l'enclavement du Rif.

Les choses pourraient changer. Une Agence pour le développement du Nord a été créée en 1996. Critiquée pour son inertie par les gens du Rif, elle a néanmoins quelques réalisations à son actif, comme l'élargissement des capacités d'accueil du port d'Al-Hoceima et l'ouverture d'une ligne le reliant à l'Espagne. Elle a aussi ressorti des cartons un vieux projet, devenu pour les Rifains un véritable serpent de mer: la construction d'une «rocade méditerranéenne», qui relierait Tanger à Saïdia en longeant le littoral jusqu'à Al-Hoceima. «Il y a des projets en cours, même s'ils sont encore dans une phase d'études, assure Mohammed Boudra, maire d'Al-Hoceima. Les gens ne voient rien venir, mais moi, si.» Il y a surtout, depuis l'avènement de Mohammed VI, un intérêt nouveau de la monarchie pour cette région. C'est aux Rifains que le roi avait réservé, en octobre 1999, son premier déplacement officiel dans le royaume. Il avait, à cette occasion, créé la surprise en accordant, lors de son passage à Al-Hoceima, une audience au fils d'Abdelkrim, Saïd ben Mohammed ben Abdelkrim. Le souverain séjourne souvent à Tanger, dont il a pratiquement fait sa capitale d'été, ou à Tétouan, où il possède une villa en bord de mer. Et le développement du Rif fait aujourd'hui partie des priorités affichées par le Palais. Un effet d'annonce qui exprime aussi une volonté de corriger les erreurs du passé. «Il y a, commente un haut fonctionnaire, un complexe de l'Etat central à l'égard du Rif. L'Etat veut à tout prix montrer que cette région n'est plus mal aimée. Et les Rifains, eux, font du chantage affectif...»

Les descendants d'Abdelkrim veulent des routes et des emplois. La «région rebelle» demande aujourd'hui à l'Etat de s'occuper d'elle. Et à son roi de la dorloter.

#### **Post-scriptum**

En un an, depuis les attentats de Casablanca du 16 mai 2003, 2 000 personnes ont été inculpées au Maroc dans des affaires liées au terrorisme islamiste. Selon les autorités marocaines, les auteurs de ces attentats, qui avaient fait 45 morts, seraient des jihadistes liés au réseau Al-Qaeda

[Retour à la page précédente](#)

© L'EXPRESS